

Communiqué de presse
Berne, le 13 novembre 2017

Formation : un sommet national qui tourne à la farce

Le Conseil fédéral veut utiliser le Sommet national de la formation professionnelle organisé aujourd'hui pour faire la démonstration unilatérale d'opinions favorables au programme de promotion des « compétences de base sur le lieu de travail ». L'usam critique ce programme, qui ne répond en rien aux défis de la numérisation. Il est bien trop peu adapté aux pratiques et aux réalités du monde du travail. Par ailleurs, la manière de procéder jette une lumière qui n'est guère rassurante sur la pratique budgétaire du Conseil fédéral dans le domaine de la politique de la formation. Malgré des réductions de l'ordre de 200 millions de francs inscrites au budget 2018, une part des fonds dégagés par le refus des Worldskills 2021 à Bâle est réinvestie dans des projets douteux.

Le programme « compétences de base sur le lieu de travail » vise à doter les travailleurs de compétences élémentaires leur permettant de mieux faire face aux défis de la numérisation. Il prévoit à cet effet des cours dans les domaines de la lecture, de l'écriture, de l'expression orale, des mathématiques élémentaires et des technologies de l'information et de la communication. Tel n'est pas le niveau des compétences requises pour répondre aux défis de la numérisation. Lire, écrire et comprendre correspondent à des compétences de base qui doivent être acquises au cours de la scolarité obligatoire ou en suivant des cours de rattrapage spécifiques. Cela ne saurait suffire à répondre aux exigences d'un programme de la Confédération focalisé sur la numérisation. Pour le domaine de la formation professionnelle, les priorités que fixent de tels programmes sont sujettes à caution. Le programme du sommet d'aujourd'hui ne prévoyant pas que l'usam puisse y faire part de ses critiques, celle-ci se voit donc contrainte de le faire par voie de communiqué de presse.

Le Conseil fédéral renonce à encourager la formation professionnelle par l'organisation du concours international de formation professionnel. Quelque 30 millions de francs sont ainsi dégagés. D'un point de vue financier, il est étonnant que l'on utilise ces moyens pour lancer de nouveaux projets à hauteur de plus de 12 millions, ce d'autant plus que, pour le seul SEFRI, le budget 2018 de la Confédération prévoit des mesures d'économie de l'ordre de 200 millions de francs dans des domaines nettement plus importants, dont la formation professionnelle et les EPF. Pour 2019 et 2020, il est donc, à l'évidence, déjà prévu d'inscrire quelque 220 millions de francs pour de nouveaux projets visant à maîtriser les défis de la numérisation. Face à cette manière de procéder, l'usam déplore l'absence de véritable politique de la formation et de priorités clairement définies dans ce domaine.

Lors du sommet national de l'an passé avait été lancé le programme stratégique « Formation professionnelle 2030 ». Il faut aujourd'hui constater l'échec de ces travaux. La politique de la formation professionnelle manque de ligne stratégique claire. Dans une culture de communication, d'ouverture et de dialogue, la plateforme offerte par les sommets nationaux serait à même de donner des impulsions nouvelles. Mais lorsque certains partenaires d'avis différent sont tenus à l'écart et ne peuvent pas exprimer leur opinion, la discussion tourne à la farce et l'on se demande alors si de tels sommets ont vraiment un sens.

Renseignements complémentaires

Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09

Henrique Schneider, directeur adjoint, tél. 031 380 14 14, mobile 079 237 60 82

Numéro 1 : plus grande organisation faitière de l'économie suisse,
l'usam représente 250 associations et quelque 300 000 PME